

Par Claudia Benedetto

DES PRATIQUES  
QUI CRISPENT

**É**criture inclusive, « non-mixité », « cancel culture », « privilège blanc »... Que signifient ces notions, souvent rangées ensemble sous l'étiquette « woke » ? Elles semblent avoir le pouvoir de heurter les consciences en profondeur. Pourquoi ? Est-il possible de porter un regard à la fois compréhensif sur les objectifs profonds de ces pratiques, et critique sur certains de leurs effets ? Dézoomer pour s'éloigner, ne pas rester à fleur de peau : cela vaut la peine d'essayer.



**L'écriture inclusive** consiste à traduire dans la grammaire et dans les mots l'existence de l'entière diversité du genre humain, à savoir les hommes, les femmes ainsi que les non-binaires, c'est-à-dire celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans un genre une fois pour toutes. Les arguments de ses partisans sont multiples. De manière générale, l'écriture inclusive permettrait de « coller » à l'évolution des mentalités : une langue étant vivante, elle ne reste jamais figée dans le temps<sup>1</sup>. On ne s'exprime pas de la même manière qu'au Moyen Âge.

On entend souvent dire, y compris dans le camp progressiste, que ce n'est pas un vrai combat féministe, que ce n'est pas l'écriture inclusive qui va changer les droits des femmes et autres catégories dominées. Pourtant, en linguistique, on affirme de-

puis longtemps déjà que les mots influent sur le réel, ils le matérialisent. Autrement dit, si tous les genres sont représentés dans les mots que j'écris ou prononce, ils seront visibles et donc valorisés. Sur le terrain du changement des mentalités, les mots ont donc toute leur importance.

L'écriture inclusive n'est pas obligatoire, chacun est libre de l'utiliser ou pas. Parmi les arguments de ses opposants, on retrouve la difficulté à lire l'écriture inclusive, notamment pour les dyslexiques ou les malvoyants. Comme il n'y a pas de règles officielles, chacun opte pour une forme différente, plus ou moins marquée, plus ou moins cohérente : usage du point médian, du trait d'union, de la parenthèse, du slash. « On peut aussi chercher des tournures neutres, par exemple parler de « droits humains » au lieu des « droits de l'homme », ou encore employer des néologismes, tels que « iels » pour englober « ils » et « elles », ou « celleux » pour regrouper « celles » et « ceux » dans un groupe mixte<sup>2</sup>. »

Si les objectifs d'inclusion sont bien réels, on peut s'interroger sur l'effet auprès des personnes culturellement moins favorisées. L'écriture inclusive ne risque-t-elle pas de les éloigner du combat à mener pour l'accès aux droits ? Ne provoque-t-elle pas, dans certains cas, un écart culturel encore plus infranchissable qu'il ne l'est déjà ? Alors que ses promoteurs visent une libération à travers le langage, l'écriture inclusive est-elle vraiment vécue comme cela par les personnes pour lesquelles la culture écrite est, en soi, un obstacle ? Les multiples crispations laissent en tout cas penser que le langage n'est décidément jamais neutre. Mener un réel débat sur l'écriture inclusive est donc nécessaire.

**La non-mixité choisie**, quant à elle, consiste à décider d'emblée qu'une activité est réservée à un groupe social considéré comme discriminé (par exemple : les femmes, les personnes non blanches ou les minorités de genre). Certains sont mal à l'aise ou même inquiets face à ce type de rassemblement. Ils l'interprètent comme une exclusion : les hommes, ou les blancs, se sentent rejetés. Cette non-mixité choisie s'accompagne en effet d'une posture plus ou moins radicale. Certains discours militants peuvent sembler sous-entendre que tous les hommes, que tous les blancs sont des oppresseurs. On entend donc à ce sujet énormément de critiques, venant de milieu de droite et d'extrême droite, mais aussi beaucoup de la gauche. Le cœur de ces critiques de gauche repose sur une certaine vision de l'universalisme : l'idée qu'il faut rassembler, lutter ensemble, dépasser les identités plutôt que s'y enfermer.

Mais est-ce le but poursuivi ? Les défenseurs des rassemblements en non-mixité, eux, insistent moins sur des valeurs théoriques que sur des nécessités concrètes. La non-mixité permet ainsi « *la mise en commun et le partage de paroles et d'expériences de femmes et/ou minorités de genre. La non-mixité représente un moyen de (re)construction de soi à travers la prise de parole et l'échange<sup>3</sup>* ». Certaines femmes qui ont besoin de témoigner de violences subies ne le feraient pas en présence d'hommes, ou cela rendrait la démarche plus difficile encore. La question du temps de parole spontané est aussi avancée. Il est statistiquement montré, par exemple, que les femmes ont tendance à moins prendre la parole publiquement que les hommes, ce qui occasionne une inégalité de représentation dans les débats publics. Organiser des espaces dévolus uniquement aux femmes ou aux minorités leur permettrait de se réapproprier l'exercice périlleux de la prise de parole, de réfléchir et de construire leurs idées, d'être renforcées dans leur légitimité, de regagner en assurance. La non-mixité est vécue comme un outil de lutte et d'émancipation face aux inégalités et violences subies dans notre société. Des individus qui vivent une même sorte d'oppression échangent sur un vécu commun sans autocensure et dans un climat bienveillant puisque occupé par des personnes qui se comprennent. « *Mixité ne veut pas dire égalité et aujourd'hui, nous sommes dans une société mixte et inégalitaire. La mixité masque même bien souvent les situations inégales entre hommes et femmes. Nous souhaitons que la société de demain reflète nos aspirations ! Et, sans des espaces en non-mixité tels que ceux qu'offre Vie Féminine, nos aspirations ne seront pas suffisamment prises en compte<sup>4</sup>*. »

**La cancel culture** (culture de l'annulation ou de l'effacement) inquiète dans tous les camps, y compris celui des progressistes. De quoi parle-t-on ? De certaines luttes pour faire sortir de l'espace public des œuvres ou des voix qui légitiment une oppression. Par exemple, des militants antiracistes ou décoloniaux estiment qu'il est inacceptable que des statues qui glorifient Léopold II soient visibles sur l'espace public, étant donné la longue domination coloniale belge sur le Congo, liée intimement à l'image de ce Roi : ils demandent qu'on retire ces statues. Certains acteurs privés anticipent les critiques : la firme Disney a déclaré récemment qu'elle modifierait son attraction *Peter Pan*, accusée de véhiculer des stéréotypes racistes au sujet des Amérindiens ; le géant Mickey veut montrer son ouverture envers les minorités et son souci de l'inclusivité, notamment en insérant des avertissements dans ses anciens dessins animés pour rappeler que les stéréotypes de genre ou de race sont liés à une époque et sont évidemment dépassés aujourd'hui. Sur la plateforme Disney +, on peut lire : « *Cette œuvre comprend des représentations datées et/ou un traitement négatif des personnes ou des cultures. Ces stéréotypes étaient déplacés à l'époque et ils le sont encore aujourd'hui* ». Les déboulonnages de statues, la modification ou le retrait d'œuvres culturelles passées fait réagir négativement de nombreuses personnes, sans doute troublées parce que cela touche parfois à des attachements profonds (les dessins animés, Tintin, le Square de mon enfance, etc.).



# La tortue de la Citadelle de Namur



Peut-être avez-vous déjà remarqué cette tortue dorée (intitulée *Searching for utopia*), œuvre de l'artiste belge Jan Fabre, exposée en haut de la Citadelle de Namur. Celle-ci a fait polémique parce que l'artiste en question a été condamné pour des faits de mœurs après que son œuvre ait été posée en haut de la Citadelle. Où s'arrête la liberté d'expression et où commence le respect de toutes et tous ? « *On la voit de partout, pour les victimes d'agressions sexuelles, ce n'est pas juste. L'œuvre pourrait être déplacée ailleurs, par exemple dans un musée, cela se discute. Mais à cet endroit, non. Rappelons aussi que Jan Fabre s'est représenté sur la tortue, ce qui complique la dissociation* » expliquait à la RTBF<sup>5</sup> une membre du collectif féministe namurois *Badass*. Finalement les autorités n'ont pas déplacé la statue, mais elles y ont associé un panneau précisant « La ville de Namur condamne les violences de genre » (voir ci-contre). L'accompagnement des œuvres par un message, une reconnaissance des autorités publiques, n'est-elle pas une solution bienvenue ? Car supprimer des œuvres, quelles qu'elles soient, pourrait entraîner un effet pervers, celui de nous conduire à une sorte d'amnésie. En restant visibles, les traces du racisme, du sexisme qui traversent les œuvres nous rappellent combien notre société a été et est encore inégalitaire. Ces œuvres sont en quelque sorte des preuves à charge de notre société, qui peine à être réellement égalitaire, pour autant qu'elles s'accompagnent d'une explication<sup>6</sup>.

Il y a toutefois différents degrés dans ce qui est appelé « cancel culture » : ceux qui souhaitent qu'on révisé des œuvres, ceux qui iraient jusqu'à effacer toute trace de leur existence. Il y a aussi ceux qui souhaitent qu'on remette les œuvres dans leur contexte, qu'on les accompagne d'un texte qui explicite le sexisme ou le racisme véhiculés par telle ou telle réalisation, qu'on rappelle qui est l'auteur, le contexte historique dans lequel elle s'inscrit, etc. Il ne s'agit alors ni d'effacer ni d'excuser, mais de reconnaître le caractère problématique lié à une œuvre ou à un personnage historique.



La crispation est très aiguë autour du vocabulaire antiraciste. Le concept de « **privilège blanc** » vise à faire percevoir qu'en tant que blanc, on jouit (sans en être conscient) d'une multitude de facilités dans la société. Notamment le fait de ne jamais être contrôlé ou discriminé au faciès, « *d'avoir des avantages qu'on n'a pas gagnés par ses efforts personnels mais dont on a hérité et qui nous mettent dans une position de domination*<sup>7</sup> ». Ce vocabulaire nouveau, décrit comme « wokiste », a pour objectif de modifier la façon dont on perçoit ce qu'est le racisme, comment il est profondément installé dans la société. Mais cela heurte. Le mot « privilège » fait débat. Pour certains, l'utilisation politique de ce concept a pour conséquence « *de schématiser la réalité et de la rendre binaire, c'est-à-dire induire que tous les blancs sont privilégiés sans nuance, sans intégrer la question de la classe sociale ou du contexte (les USA ce n'est pas la même histoire que la France)*<sup>8</sup> ».

La notion de « **personne racisée** » cherche à montrer que c'est de l'extérieur qu'une personne est considérée comme non blanche, qu'elle subit une catégorisation avant tout. Quand vous êtes rejeté, quand on vous fait sans cesse ressentir que votre présence en Belgique est une anomalie, vous avez besoin de reconnaissance. Vous avez besoin de nommer précisément la violence que vous subissez pour qu'elle soit reconnue mais aussi condamnée, c'est-à-dire pour qu'il y ait réparation.

## MALAISE FACE À LA RADICALITÉ ET À L'IDENTITÉ

Les crispations autour de ces pratiques associées au « wokisme » semblent avant tout liées à un choc sur les mots ou sur les méthodes utilisées. Dans le même ordre d'idées, beaucoup de gens ne comprennent pas pourquoi des militants écologistes aspergent de peinture des œuvres d'art ou qu'ils bloquent des autoroutes. Certains diront qu'ils se trompent de cible, que c'est trop violent. Il est vrai qu'on peut se demander si, au final, la manière de faire passer le message n'irrite pas plus qu'elle ne convainc. C'est une question de perspective, on pourrait dire aussi que, vu l'urgence de la crise climatique, il faut rapidement que les consciences s'éveillent et surtout que les gens agissent et que dans ce monde où le buzz trouve plus écho qu'un débat, des actions choquantes trouveront plus de résonance. De manière générale, ce qui apparemment ne fonctionne pas, c'est de s'ériger en donneur de leçons, de décider une fois pour toutes de ce qu'est un bon militant ou un bon citoyen, de finalement reproduire ce qu'on dénonce dans le système et devenir une sorte de police de la morale<sup>9</sup>.

D'autres réactions d'opposition semblent toucher à ce qu'on se représente comme l'universalisme d'une part et l'identitaire de l'autre. La crainte étant que des groupes menaceraient la cohésion de la société par des revendications perçues comme identitaires. Le besoin d'accoler des étiquettes sur ses préférences sexuelles est quelque chose qui peut être difficile à comprendre, encore plus quand il y a un tel niveau de détail : le sigle LGBTQIA+<sup>10</sup> peut agacer, y compris chez les personnes directement concernées. On peut s'interroger sur ce besoin viscéral de scander, de brandir une « fierté d'être ». Mais si on regarde de près l'histoire de la conquête des droits LGBT notamment aux USA, on peut voir que les étiquettes ont été nécessaires pour les conquérir, notamment dans les soins qui étaient proposés aux victimes du SIDA dans les années 80.

Montrer toute la réalité, toute la spécificité de la domination qu'on subit, cela conduit nécessairement à insister sur ses différences ; de là, le reproche d'une posture identitaire. Par ailleurs, la volonté d'aller jusqu'au bout du combat entraîne des pratiques et des actions radicales ; de là, le reproche d'extrémisme, de « se tromper de cible ». Dans une société de plus en plus polarisée – phénomène accentué avec les réseaux sociaux – l'entre-deux, la nuance a moins sa place. Or, c'est justement dans cet interstice que nous avons la possibilité de nous comprendre mutuellement, de comprendre ce qui se joue derrière les étiquettes woke, anti-woke, universalistes, identitaires. Et ne pas perdre de vue l'idée qu'on n'est jamais tout à fait l'un ou l'autre, que nous sommes complexes et qu'en nous résident différentes influences et identités en évolution, notamment grâce à nos interactions sociales.

Il est encourageant qu'on ne puisse pas tout dire en toute impunité, il est nécessaire qu'on puisse encore se dire, il est indispensable qu'on puisse toujours se parler. Et il est toujours utile de se laisser surprendre. Sur cette voie, le sociologue canadien Francis Dupuis-Déri apporte un éclairage personnel : « *Ça fait quelques années que je consacre plus de temps et d'énergie qu'avant à lire et à me documenter sur l'histoire, les théoriques et les concepts produits par les études afro-américaines, les personnes afro-descendantes au Canada. C'est un gain en termes de réflexion et d'analyse et de complexité. Cela remet en question des certitudes. On rate une grande partie de la réalité sociale si on se ferme aux traditions et aux populations marginalisées. À ce niveau-là, c'est absurde de constater la position dogmatique et paresseuse de collègues qui brandissent le concept d'universalisme, ou qui parlent de fragmentation et de particularisme contre ces nouveaux champs d'études féministes et afro-américains. On n'est pas universaliste si l'on n'est pas à l'écoute de la diversité du monde, des voix et des expériences hétérogènes*<sup>11</sup> ». □

1. « Inclusives et calmes », carte blanche de Laurence Rosier, Anne Vervier et Irène Kaufer, *RTBF, Les Grenades*, 9 juin 2022.
2. « Écriture inclusive : Définition, règles et exemples d'usages » par Frédéric Henry, 20 Minutes, 9 juillet 2023.
3. « Pourquoi les réunions en non-mixité choisie sont nécessaires et doivent rester un moyen d'action légitime », carte blanche de Siham Cheurfi, *Le Vif*, 4 septembre 2021.
4. « Pourquoi la non-mixité à Vie Féminine ? » : <http://www.viefeminine.be/pourquoi-la-non-mixite-a-vie>
5. « Jan Fabre condamné : sa Tortue à Namur est-elle menacée ? » par Louis Matagne, *Le Soir*, 29 avril 2022.
6. « France : Faut-il déboulonner les statues controversées ? », par N'daricaling Lopy, *TV5 Monde*, 16 juin 2020.
7. « Le privilège blanc existe-t-il ? », par Barbara Marty, *France Culture*, 24 juin 2020. Le privilège blanc existe-t-il ? | France Culture (radiofrance.fr)
8. Idem
9. « Maculer un Van Gogh, est-ce bon pour le climat ? », par Rémi Noyon dans *L'Obs*, 29 octobre 2022.
10. Ces lettres sont utilisées pour faire référence aux personnes lesbiennes (L), gays (G), bisexuelles (B), trans (T), queer (Q), intersexes (I), asexuelles (A) ainsi qu'à toutes celles se revendiquant d'autres qualificatifs (+).
11. « Résister à la panique morale 'woke' », interview de Francis Dupuis-Déri dans *Démocratie*, décembre 2022.